



PENSER
VOYAGER
DÉCOUVRIR

AUTREMENT



Refus de comprendre

La sociologie pour expliquer les attentats de Paris? Le gouvernement ne veut plus en entendre parler. Prolongeant ainsi trente années d'aveuglement politique.

20 janvier 2015. Le pays est sous le choc des attentats contre *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher de la porte de Vincennes. Face à la sidération, les politiques sont sommés de s'exprimer. Voire de s'expliquer. Ce que fera Manuel Valls, qui pointe lors de ses vœux à la presse un « *apartheid territorial, social, ethnique* ». L'heure n'est pas aux démonstrations de force mais à la reconnaissance des failles qui



minent le vivre-ensemble : « Ces derniers jours ont souligné beaucoup des maux qui rongent notre pays ou des défis que nous avons à relever. A cela, il faut ajouter toutes les fractures, les tensions qui couvent depuis trop longtemps et dont on parle uniquement par intermittence. » Novembre 2015. Changement de ton. Alors que de nouvelles attaques terroristes viennent d'ensanglanter la capitale, le Premier ministre affiche la posture martiale de l'homme qui veut en découdre. Il répète à l'envi sa volonté d'enterrer toute culture de l'excuse : « J'en ai assez de ceux qui cherchent en permanence des excuses ou des explications culturelles ou sociologiques à ce qui s'est passé », s'emporte Manuel Valls au Sénat. Un revirement qui en dit long sur l'état d'un débat politique aujourd'hui ramené à une dialectique binaire : le pardon face aux péchés ou le jugement dernier.

De quoi contenter les électeurs inquiets ? Inutile de s'échiner à expliquer les causes multiples du terrorisme quand il suffit de frapper pour emporter l'adhésion. Mais le refus de mettre des mots sur les maux a d'autres vertus – en particulier celle de dédouaner les politiques. « Certains refusent de voir ce qui amène ces gamins à tuer car ils rejettent toute explication qui pourrait montrer qu'ils ont leur part de responsabilité », souligne l'historien Pascal Blanchard. Le sociologue Bernard Lahire, auteur de *Pour la sociologie. Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse »*, abonde : « Les chercheurs interrogent aussi les politiques menées. Or le gouvernement ne veut pas entendre parler des explications sociologiques, notamment, qui risqueraient de faire que les élus soient considérés comme partie prenante de la situation. » Quant à l'anthropologue Alain Bertho, il va plus loin encore : « Notre pays fait face à des monstres qu'il a lui-même contribué à créer », affirme-t-il dans *Les Enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs*. Mais c'est peu dire que la gauche au pouvoir ne laisse pas de place à ces questions qui fâchent. Plus Rambo que Sherlock, elle ne traque pas les indices qui se déploient sous ses yeux ni les logiques à l'œuvre, préférant jouer des muscles contre un ennemi lointain qu'elle s'est juré d'abattre. Et dérouler un récit hanté d'idéologues et de psychopathes présentés comme

A lire
Pour la sociologie.
Et pour en finir avec une prétendue « culture de l'excuse », de Bernard Lahire, éd. La Découverte, 2016.

Les Enfants du chaos. Essai sur le temps des martyrs, d'Alain Bertho, éd. La Découverte, 2016.

Un silence religieux.
La gauche face au djihadisme, de Jean Birnbaum, éd. Seuil, 2016.

Les Bûchers de la liberté, d'Anastasia Colosimo, éd. Stock, 2016.

Le Grand Repli, de Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Ahmed Boubeker, éd. La Découverte.

les acteurs d'événements sans genèse ni histoire. « Cette politique enferme l'analyse dans le déterminisme biologique et semble dire : "Les actes de cet individu n'ont rien à voir avec nous." Il s'agit juste de trouver la poche et de nettoyer le mal. Une telle négation de la capacité à transformer l'homme et l'ordre social est tout sauf de gauche ! » estime Bernard Lahire.

Ce qui n'empêche pas les gouvernements de bomber le torse à chaque nouvelle positive. Le chômage baisse ? C'est grâce à eux. La croissance redémarre ? Itou. Mais quand le pays se retrouve meurtri par le terrorisme, voilà qu'ils n'y seraient plus pour rien. Que la population hexagonale soit l'une des plus touchées, au sein de la coalition, par l'influence de l'organisation de l'Etat islamique ne les fait pas ciller. Le constat est pourtant troublant : en 2014, la France abritait plus de candidats au martyre partis se battre en Syrie que les autres pays européens. Et selon un sondage réalisé cette année-là par l'institut britannique ICL Research, le nouveau califat y était aussi mieux perçu, avec 3 % d'opinions très favorables et 13 % de sondés assez favorables. « Pourquoi et comment, dans un pays comme la France, l'horreur djihadiste bénéficiait-elle alors d'un capital virtuel de sympathie à ce point supérieur à celui de ses voisins ? » interroge l'anthropologue Alain Bertho dans son livre. Question qui gêne aux entournures. Circulez, il n'y a rien à voir. Aveuglement volontaire ? Les chercheurs Nicolas Bancel, Pascal Blanchard et Ahmed Boubeker pèsent leurs mots.

Dans *Le Grand Repli*, publié entre les deux vagues d'attentats, ils évo-

quent des « strates d'oublis », une « imbrication de silences » et... une « incapacité à dire ». Témoin de cette impuissance : une série des rendez-vous manqués que Pascal Blanchard fait remonter à la crise des banlieues. Depuis la Marche des Beurs dans les années 1980, premier signal d'alarme, la gauche n'a pas cessé, selon lui, de passer à côté de l'Histoire, aveugle à ce qui fissurait la société française de l'intérieur : « A la fin des années 1990, le gouvernement Jospin avait la possibilité de mettre en place une dynamique forte. Il aurait pu créer un musée de l'Immigration – projet finalement porté par la droite – pour valoriser la diversité. Il aurait aussi pu mieux insérer ces jeunes dans l'espace politique, dynamiser une autre politique urbaine, repenser la question de la religion et de la laïcité, reconnaître avec lucidité la colonisation et sa place dans l'histoire nationale... C'est tout l'inverse qui a été fait », regrette Pascal Blanchard. En 2005, des soulèvements éclatent en banlieue après la mort de Zyed et Bouna à Clichy-sous-Bois. Mais qu'importe, la page est vite tournée. Revenu aux manettes après le quinquennat de Nicolas Sarkozy, le Parti socialiste continue de faire la sourde oreille au malaise qui monte : « En 2012, les questions d'égalité comme de diversité auraient dû être au centre des enjeux de la gauche. Or il ne s'est rien passé. Les polémiques autour des chercheurs accusés d'excuser le terrorisme ainsi que le départ de Christiane Taubira sont devenus les symboles de cette impasse », affirme l'historien. Si bien qu'aujourd'hui, les reproches adressés à la sociologie sonnent comme un aveu de faiblesse des politiques.

« L'égalité et la diversité auraient dû être au centre des enjeux de la gauche. Or il ne s'est rien passé. » – Pascal Blanchard, historien



Et ce n'est pas le seul oubli dont ils se soient rendus coupables. Nous payons aujourd'hui un autre aveuglement, la difficulté à penser le retour manifeste du religieux dans l'espace public. A l'évidence, depuis les défilés de La Manif pour tous contre le mariage gay jusqu'aux récents attentats perpétrés au nom de Daech, la religion a investi la rue. Dans la foulée, des commentateurs y ont vu le signe d'une France endoctrinée ou réactionnaire, délaissée ou désorientée, en quête de repères et de reconnaissance. Mais rarement la foi, avec ses textes et ses symboles, fut interrogée comme telle. C'est que l'autorité qu'elle exerce sur les esprits et sur les corps, cette puissance capable de mobiliser des fidèles autour de causes sociales et politiques, constitue pour de nombreuses recherches un angle mort. Et à gauche, une affaire classée. D'où l'immense perplexité suscitée par l'irruption soudaine d'un phénomène qui avait été relégué au rang de vestige préhistorique. C'est à ce non-dit que s'attaque le journaliste Jean Birnbaum dans *Un silence religieux. La gauche face au djihadisme* : « *Le plus souvent, les femmes et les hommes de la gauche, ceux qui peuplent ses groupes militants, ses cercles de réflexion ou ses cabinets ministériels, s'en tiennent à une conception rudimentaire de la religion* », avance-t-il. Et « *quand ils s'y intéressent, c'est pour la rabattre immédiatement sur autre chose qu'elle-même. A leurs yeux, la religion n'est qu'un symptôme du malaise social, une illusion qui occulte la réalité des conflits économiques.* »

A faire des catholiques intégristes les symboles d'une droite crispée sur ses valeurs ou des fondamentalistes musulmans les enfants perdus de la démocratie, on a peut-être sous-estimé la profondeur religieuse de mouvements à l'œuvre depuis la fin des années 1970. Crainte légitime des amalgames, d'abord : interroger l'islam au lendemain des attentats, c'eût été courir le risque d'alimenter une islamophobie qui gagne du terrain. Question de génération ensuite. Aujourd'hui, Dieu est mort depuis si longtemps qu'il est devenu difficile de croire que la foi puisse encore être un moteur en soi. « *A la fin du XX^e siècle, on avait l'impression que les grandes fractures idéologiques étaient politiques. Était-on socialiste, communiste,*



Les attentats dessinent une cartographie de motifs sociaux, politiques et religieux.

libéral, libertaire ? On sortait alors de la guerre froide, et il fallait choisir entre l'Occident capitaliste et la Russie soviétique. Le religieux avait déserté les débats », rappelle Anastasia Colosimo, enseignante en théologie politique. Rien d'étonnant, de ce point de vue, à ce que les politiques aient aujourd'hui du mal à se saisir de cet enjeu. « *Non seulement ils ont attendu les attentats de janvier pour redécouvrir l'existence du fait religieux, mais ils continuent d'en ignorer la complexité* », assure la jeune chercheuse. *Pourtant, il est important de comprendre les questions que posent, par exemple, la promesse du grand califat ¹ et le rapport de l'islam au pur et à l'impur.* » Car si les dérives fanatiques s'expliquent par des réalités sociales, elles peuvent également être engendrées par certains systèmes de représentation. A défaut

de comprendre cet enchevêtrement de causes, c'est toujours l'émotion qui finit par guider l'action. Les attentats perpétrés en 2015 n'ont pas surgi du néant : ils dessinent une cartographie nationale et internationale de motifs sociaux, politiques et religieux. Mais devant pareils événements, les explications simples ont une fâcheuse tendance à revenir au galop. Des canevas rassurants qui empêchent les penseurs d'assurer leur rôle de vigies. Mieux vaut prévenir que guérir, dit pourtant l'adage : une fois les plaies ouvertes, elles sont difficiles à recoudre.

– **Marion Rousset**
Illustrations **Hélène Builly**
pour **Télérama**

¹ Le territoire sur lequel s'exerce l'autorité d'un calife reconnu comme le successeur légitime de Mahomet.